

Décroissance et emploi : quelques réflexions d'une objectrice de croissance

vendredi 20 août 2010

Décroissance et emploi : quelques réflexions d'une objectrice de croissance à l'occasion du camp climat (Liège juillet 2010)

Nous savons qu'une croissance infinie dans un monde fini est impossible. Nous savons par exemple que nous ne pouvons plus faire croître le CO₂ que nous rejetons et même que nous devons drastiquement et rapidement diminuer nos rejets de CO₂ sauf à vouloir connaître des bouleversements mondiaux encore plus pénibles que ceux que nous subissons aujourd'hui. Comme je suis dans le camp action/climat, je parle particulièrement du CO₂. Mais comme objectrice de croissance, je pourrais aussi parler de nos autres ponctions et rejets insupportables pour la planète. Je ne vais pas ici vous assommer avec tout mais je tiens à rappeler que le CO₂ n'est pas le seul problème qui nous mène à l'impasse même si ce phénomène a été (à juste titre d'ailleurs) particulièrement médiatisé. Si nous avons besoin d'un climat stable, vous conviendrez je pense aisément avec moi que nous avons également besoin pour vivre d'un accès à l'eau potable et à une nourriture suffisante et saine par exemple. Or, ceci est loin d'être assuré par le modèle actuel même chez nous. Sauf peut-être à accepter notamment une diminution drastique de la population et l'augmentation de l'exploitation d'une part croissante des êtres humains notamment pour compenser la perte des services que la nature nous rendait jusqu'il y a peu encore, gratuitement. Pensons par exemple à l'épuration des eaux ou à la pollinisation des abeilles ou encore à la reproduction des poissons. Est-ce que cela a du sens de remplacer les services gratuits par des emplois assujettis à de grands groupes financiers ou quand cela ne rapporte pas assez à l'intervention publique ?

On le voit rapidement : à la longue, ce qui est écologiquement déraisonnable ne saurait être acceptable, ni humainement, ni socialement, ni même économiquement. En effet lorsque cette déraison écologique mène à la création d'emploi, c'est

- avec un coût individuel et collectif de plus en plus importants : l'eau, par exemple, est de plus en plus chère ; il faut de plus en plus de moyen public pour en assurer la qualité, voire même tout simplement l'accès
- avec un poids social de plus en plus hallucinant : Lorsqu'on crée des boulots, c'est très souvent au détriment d'autres ; les boulots que l'ont fait ont de moins en moins de sens. ils sont également de plus en plus précaires parce que notamment ils sont liés au prix des matières premières ou de l'énergie qui suivent inéluctablement des cours à la hausse même si de temps à autre les spéculations inversent les cours
- et en renforçant notre sujétion à la finance : on doit faire venir des investisseurs à tous prix, sinon on ne peut plus faire face.

Le réchauffement climatique, comme la perte de la biodiversité ou encore la déplétion du pétrole montrent donc à souhait que notre modèle de civilisation est dans une impasse.

Il faut donc en sortir.

Il y a plusieurs moyens et le choix de l'un ou de l'autre déterminera le monde dans lequel nous vivrons demain.

► Nous pouvons laisser faire les choses. Le ou plutôt les marchés s'ajusteront. Mais avec quelles conséquences humaines ?

► Nous pouvons encore tenter de reculer les échéances mais jusqu'à quand ? C'est ce qu'ont fait quasi tous nos gouvernements. Après avoir nié le problème, ils en ont attendu la confirmation par la communauté scientifique internationale. Aujourd'hui, ils ne s'engagent au changement que sur la pointe des pieds et à condition de ne pas déforcer les points d'appuis du modèle dominant actuel, et donc notamment à condition de ne pas mettre à mal la croissance dont ils croient que tout dépend.

► Nous pouvons chercher et même commencer à mettre en place tout de suite de nouvelles voies en sortant des fausses oppositions dans lesquelles nous nous sommes trop longtemps perdu mais aussi en arrivant à dire collectivement ce à quoi nous nous opposons et ce que nous voulons.

Vous aurez compris que pour moi seule la troisième voie est possible. Dans ce cadre, l'examen de la relation emploi/environnement est évidemment essentiel.

Parmi les fausses oppositions entre courant écologiste et courants sociaux, l'idée que l'écologie tue l'emploi a été et continue à être exploitée à tort et à travers et particulièrement par ceux qui souhaitent nous tenir sous leur domination. Ne nous laissons pas prendre à ce jeu de dupe et examinons les choses dans leur fondement.

Trois fausses idées ont circulé et continuent à circuler ; pour certaines tant dans les courants de gauche que dans ceux de droite

1. Première fausse idée : l'écologie tue la croissance

On le voit clairement aujourd'hui : la récession que nous connaissons encore actuellement, n'est pas due à trop d'écologie mais bien à la mise en place d'outils financiers opaques permettant des profits éhontés et, mais cela se sait peu, à la non-prise en compte d'une donnée écologique essentielle : le surenchérissement du prix du pétrole. Je vous invite pour vous en rendre compte à réexaminer la crise des Subprimes en y introduisant ce paramètre.

Observons par ailleurs qu'aujourd'hui on a tendance à inverser la proposition : de tueuse d'emploi, l'écologie deviendrait la manne salvatrice.

2. Deuxième fausse idée : la croissance crée de l'emploi

L'idée que la croissance crée de l'emploi est un mythe depuis la fin des années 80 au moins.

Ce n'est pas moi que le dit mais la Banque Internationale du Travail elle-même par exemple dans son rapport 2004. Le lien entre croissance économique et croissance de l'emploi s'est affaibli. En d'autres termes : la croissance économique ne se traduit pas/plus nécessairement par la création de nouveaux emplois. Ni chez nous. Ni même ailleurs dans le monde contrairement à ce que nous pourrions sans doute encore penser.

Nous devons arrêter de croire que la croissance crée de l'emploi. Ce n'est pas/plus vrai. Lorsqu'elle crée de l'emploi, elle le fait le plus souvent

- au détriment d'autres régions du monde,
- au détriment d'autres types d'emploi. Par exemple en tuant la paysannerie au profit de l'industrie agro-alimentaire ou en diminuant le nombre de contrat à temps plein et à durée indéterminée au profit d'emplois précaires
- ou, comme on commence à le voir de plus en plus, pour compenser des services que la nature nous rendait gratuitement.

Nous savons d'ailleurs tous qu'avec les délocalisations, le marché mondial tend toujours à s'installer là où la main-d'œuvre est la moins chère, là où la protection de l'environnement est la moins avancée.

Par ailleurs, rien ne prouve que la croissance permette d'enrayer la pauvreté dans le monde. C'est le contraire qui se passe. Les chiffres sont là pour nous le montrer.

André Gorz constatait déjà en 1991 dans son livre « Capitalisme, socialisme, écologie. Désorientations, orientations » que « Le système économique produit des richesses croissantes avec une quantité de travail décroissante. Mais il refuse de redistribuer le travail de telle sorte que tout le monde puisse travailler moins et mieux sans perte de revenu. Il préfère qu'une partie de la population travaille à temps plein, qu'une autre soit au chômage et qu'une troisième partie, de plus en plus nombreuse, travaille à temps réduit et à salaire réduit ».

3. Troisième fausse idée : la croissance permet de trouver les financements nécessaires à la mise en place de solutions aux problèmes écologiques

De la même manière que pour l'emploi, il faut arrêter de croire à l'illusion de l'innovation technologique salvatrice. Nous vivons dans un monde qui valorise systématiquement l'innovation sans considérer l'ensemble de ses conséquences, sociales, environnementales et sociétales, en oubliant que c'est cette même foi qui a souvent engendré les catastrophes que la technologie prétend aujourd'hui solutionner. N'est ce pas ce qui arrive avec les technologies de captage de CO₂ promues par les mêmes lobbies qui hier pourtant célébraient le pétrole bon marché ?

L'idéologie du progrès et l'illusion que la technologie nous sauvera alimentent largement le Développement Durable (DD) dont nous devons rapidement sortir. Le DD, en laissant croire que la technologie, le libre-échange et la bonne volonté suffiront pour « sauver la planète », est un concept dangereux. Il fait perdre un temps précieux et permet aux États et aux multinationales de perpétuer des comportements socialement et écologiquement destructeurs. Ainsi le DD ne remet nullement en question les outils du consumérisme : la publicité, l'obsolescence organisée ou encore le crédit. Il ne s'interroge qu'à la marge sur la nature des productions. Lorsqu'il le fait, c'est pour nous dire qu'il pourra en transcender les limites grâce à la

la substituabilité des facteurs comme si on pouvait obtenir le même nombre de pizzas en diminuant la quantité de farine mais en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers. Ou si on pouvait remplacer toutes les ressources naturelles par des nanoparticules ou des OGM sans risques sanitaires, écologiques ou sociaux.

► l'économie immatérielle comme si cette dernière allait pouvoir remplacer partout dans le monde la vieille économie industrielle. Comme si elle ne s'accompagnait pas de la délocalisation dans les pays du Sud de nos industries les plus polluantes et du rapatriement chez nous à coût de CO₂ des produits à même de satisfaire notre servilité consumériste.

► l'écoefficient en oubliant l'effet rebond ou encore le simple fait que les baisses d'impact et de pollution par unité se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues et consommées. L'exemple de l'automobile est à cet égard édifiant. « La France de 62 millions d'habitants, nous dit Yves Cochet, possède 36 millions d'automobiles. La Chine de 1 330 millions d'habitants en possède aussi 36 millions. Si les Chinois devaient vivre comme les Français, leur pays devrait posséder plus de 770 millions d'automobiles. Ce seul chiffre doublerait le parc automobile mondial. Cet accroissement

est impossible du simple fait qu'il n'y aura jamais assez d'acier, de plastiques, d'aluminium, de plomb, de cuivre ... pour construire autant de véhicules, ni assez de pétrole pour les mouvoir ».

Je vous laisse réfléchir à cela. Je vous propose d'inclure dans votre réflexion d'autres pays, par exemple l'Inde ou le Brésil, ou un autre produit, par exemple les ordinateurs ou les téléphones mobiles. Je crois que vous arriverez à la même conclusion qu'Yves Cochet et que les Objecteurs de croissance. Il est plus probable que nos pays rejoindront le niveau de l'Inde ou celui de la Chine que l'inverse.

Le nombre de « disvaleurs » produites par notre système nous apparaissait déjà clairement au moins depuis mai 68. Mais cette fois ce n'est plus seulement de disvaleurs qu'il s'agit mais bien d'un risque d'effondrement total.

A l'argument de l'envie, du souhait, du désir de changer la société tant les misères qui s'étalent devant nous blessent nos cœurs, s'ajoute donc celui de la nécessité. Non seulement nous voulions changer la société mais aujourd'hui nous savons que nous devons le faire de toute façon. D'une part nous sommes placés devant une responsabilité inédite dans l'histoire de l'humanité car de ce que nous entreprendrons ou pas dépendra une bonne part de ce qui adviendra. Et d'autre part, lorsqu'on y regarde de près, on voit bien que nous avons tout intérêt à nous mettre en ordre de route pour un autre paradigme puisque de toute façon c'est ce qui nous attend.

Les révolutions ne réussissent que parce qu'elles sont une nécessité historique, disait déjà Marx. On en est là.

Nommer les choses, dire pourquoi il faut en sortir ne suffit bien évidemment pas. Si c'est une condition nécessaire, elle est loin d'être une condition suffisante. Nous avons aussi besoin d'un projet. Si les OC reconnaissent qu'ils ne livrent pas une autre société clef sur porte, ils en indiquent malgré tout largement le chemin **Alors que faire ?**

D'abord, je pense qu'il est temps que nous reprenions notre avenir en main. Et je pense que nous pouvons commencer tout de suite sans attendre un improbable changement de cap politique immédiat. Nous ne sommes pas totalement démunis comme le montre un nombre grandissant d'initiatives de part le monde qui tentent de s'organiser pour être un levier du changement. Pour les OC trois types d'actions au moins sont nécessaires. Celles qui concernent chacun d'entre-nous individuellement, celles que nous pouvons d'ores et déjà entreprendre collectivement et enfin celles qui requièrent un changement de cap politique.

Bien évidemment les deux premières ne suffiront pas, mais nous pensons que la dernière ne pourra pas intervenir sans prendre appui pas sur les deux premières. Il convient dès lors de les mettre en œuvre sans tarder.

Nous avons donc besoin de promouvoir et de développer la simplicité volontaire collective et les expérimentations concrètes sur des territoires déterminés en même temps que nous devons réfléchir et proposer au plan politique un nouveau contrat social à même d'inverser les logiques mortifères dans lesquelles nous sommes embarqués.

Ce nouveau contrat social passe je pense par les points suivants :

1. Il nous faut abandonner le modèle thermo-industriel au profit d'un nouveau modèle visant la sobriété énergétique, la résilience écologique, l'autonomie et l'émancipation des travailleurs et des usagers

Le modèle thermo-industriel particulièrement bien symbolisé par l'automobile est dans l'impasse. D'une part, le

changement climatique exige que nous nous en séparions au plutôt et d'autre part la déplétion du pétrole nous y contraint de toute façon.

Il est donc aberrant de voir les gouvernements continuer à apporter leur aide à ce modèle et notamment au secteur de l'automobile alors que c'est à sa réorientation complète que nous devrions nous attacher sans tarder.

Notons que l'abandon du modèle thermo-industriel au profit d'un nouveau modèle visant la sobriété énergétique semble au moins dans un premier temps profitable à l'emploi.

- En effet, l'abandon du modèle thermo-industriel amènera dans toute une série de secteur une perte de productivité au profit de l'emploi. Moins d'énergie équivaut généralement à plus de main-d'œuvre au moins dans les secteurs liés à notre alimentation mais pas seulement.

- La nécessité historique devant laquelle nous sommes placés d'avancer vers un modèle sobre sur le plan énergétique peut nous amener à mettre en place de nouveaux secteurs d'activité déjà bien maîtrisés techniquement. Je pense ainsi notamment à la cogénération individuelle, ou au développement des services et techniques de réparation ou encore de services favorisant l'usage collectif de certains outils plutôt que leur propriété individuelle. Par exemple : si nous avons besoin de mobilité, nous n'avons pas nécessairement besoin d'avoir chacun une voiture. Notre mobilité, comme d'autres finalités, peuvent être assurées par des équipements collectifs ou communautaires. C'est d'ailleurs avec cette conviction que de nombreuses expériences se développent déjà aujourd'hui, souvent, le plus souvent même, en dehors de toute aide publique.

Il y a donc un paradoxe à la décroissance : celle-ci ne mène pas nécessairement à moins d'emploi ou à tout le moins à moins de travail. Il est possible même qu'elle change plus la nature des emplois et du travail et notre rapport à ces deux-derniers que leur nombre.

Ceci dit il faut être clair : La marchandisation du monde a été également profitable à l'emploi au moins dans un premier temps et dans certains secteurs dont il conviendrait pourtant de se défaire tant les valeurs ajoutées générées s'avèrent en réalité peu, voire totalement intéressantes socialement et même à l'opposé du nouveau modèle à mettre en place.

- Je pense par exemple aux consommations intermédiaires et donc notamment au secteur de la publicité ou du marketing. Comme le dit Serge Latouche : « ..., en incorporant transport, emballage, publicité, marque, on peut multiplier le prix de la molécule pharmaceutique, du yoghourt, de l'eau, de tous les aliments, sans en améliorer les performances. Seulement, cet accroissement de valeur consomme une quantité incroyablement d'énergie (transport) et de matériaux divers (emballages, conserves, publicité) et c'est en priorité sur la baisse des consommations intermédiaires que doit se porter les efforts de la décroissance. »

- Je pense également à tout ce qui concerne notre sphère d'autonomie individuelle ou collective tant il m'apparaît essentiel de ne pas accepter de livrer plus au marché les trop rares activités d'autoproduction et d'auto-service que nous assumons encore nous-mêmes. Au contraire, nous devrions je pense nous réapproprier celles déjà trop nombreuses que nous avons perdues en acceptant leur marchandisation. Je rejoins ainsi totalement André Gorz et Yvan Illich lorsqu'ils affirment que nous avons plus besoin d'outils conviviaux, c'est-à-dire d'outils qui permettent l'exercice de notre autonomie et donc maîtrisables au moins par une

communauté que de robots hyper performants mais dont la technicité, le coût et la maîtrise sont hors de notre portée.

- Je pense encore à tous les services marchands qui se développent là où ma collectivité les assurait à travers les services publics. L'accès à l'eau est à cet égard édifiant.

Il y a donc bien des choix à réaliser et donc une réorientation des aides publiques notamment à l'emploi et à l'investissement à obtenir.

2. La relocalisation de l'économie

La relocalisation de l'économie, paraît dans une société où la globalisation est prônée en panacée universelle comme une idée un peu folle de la décroissance. Pourtant, elle est d'une part inévitablement prévisible et d'autre part totalement souhaitable. Elle nous offre par ailleurs, et c'est une grande chance, la possibilité de nous mettre en route sans attendre des lendemains qui chantent. Elle constitue une voie importante pour sortir du modèle techno industriel.

Elle est inévitablement prévisible

L'Agence Internationale de l'Energie nous annonce un marché du pétrole au bord de la pénurie pour 2012. Autant dire demain. Or chacun sait qu'en matière de transport notamment il n'y a pas d'alternative au pétrole

Les agrocarburants ne sont pas une solution.

- Pour atteindre l'objectif fixé par la commission européenne de 10% de "bioéthanol" comme combustible automobile d'ici 2020, nous devrions sacrifier à la bagnole 70 % de nos terres vivrières ! Pour aller chercher ce qu'il nous faudra en nourriture chez ceux qui meurent de faim aujourd'hui ?

- Le développement des agrocarburants a provoqué une hausse des prix alimentaires de 75% entre 2002 et 2008, selon un rapport de la Banque mondiale dont le Guardian a publié des extraits tout en disant qu'on en a retardé la publication pour éviter de gêner le gouvernement américain qui soutient que les biocarburants n'ont fait grimper les prix alimentaires que de 3% pour la même période.

La relocalisation de l'économie est souhaitable et elle donne concrètement les leviers du changement.

A l'encontre d'un système économique productiviste, libre échangiste et totalement vorace en matière énergétique notamment ne conviendrait-il pas de viser la relocalisation de nos modes de vie et partant de l'économie ? Une réponse positive à cette question réoriente de facto l'usage d'une série de mécanismes en cours et permet d'en imaginer de nouveaux sur des matières qui semblaient inaccessibles il y a peu encore.

- Au lieu de continuer à soutenir une économie basée sur le pétrole, elle permet de réorienter les moyens en vue de mettre résolument en place un mode de vie basé sur la sobriété énergétique, le solaire et plus généralement le renouvelable. L'ensemble de cette réorientation mène à une production énergétique décentralisée ce qui, me semble-t-il, est une fameuse opportunité pour changer notre rapport à l'économie. Le citoyen peut dans de nombreux cas devenir un producteur d'énergie et retrouver ainsi plus d'autonomie et une plus grande maîtrise de son avenir.

- On sort ainsi en partie de l'économie globalisée dont les moyens se concentrent dans de moins en moins de mains. Ce changement de cap peut se poursuivre un pas plus loin si on en vient à reconverter la production dans des filières économiques endogènes, c'est-à-dire basées au maximum sur les produits qui peuvent être produits localement : filière bois, filière chanvre, lin, alimentaire Beaucoup de ces filières constituent une alternative au pétrole. N'oublions pas que le pétrole, ce n'est pas seulement de l'énergie, ce sont

également énormément de produits de consommations courantes, comme les vêtements, les produits d'entretien ...

- La maîtrise de la production locale permettra de contrer plus facilement l'obsolescence organisée, productrice de montagne de déchets, voir de gadgets complètement inutiles et de mettre en place non seulement une plus grande durabilité des produits mais encore des services à même de les réparer.

- Elle peut nous amener à désengager notre agriculture du pétrole et des produits chimiques en général. Aujourd'hui notre agriculture consomme ad minima 10 calories d'énergie fossile pour produire une calorie alimentaire : c'est intenable. Aujourd'hui encore sous l'effet des entrants agricoles, non seulement les terres agricoles sont de plus en plus fragiles mais encore l'eau vient à manquer. Inverser cette tendance permettrait de rétablir plus de biodiversité et de protéger le cycle de l'eau dont notre vie dépend.

- Elle permet d'économiser de facto une série de déplacements inutiles et nuisibles

Légumes : l'UE consomme l'équivalent de sa production, mais exporte 16.963.000 tonnes tout en important 16.327.000 tonnes de légumes. Viande : l'UE consomme un peu moins que sa production et exporte 9.954.000 tonnes/an ; mais elle en importe 8.014.000 tonnes/an. Lait : l'UE produit 10% de lait en excédent par rapport à sa production. Elle en exporte donc 42.678.000 tonnes/an mais en importe 32.827.000 tonnes/an.

- Elle permet également d'avancer de nouvelles propositions politiques visant à financer les politiques sociales notamment. En effet, si on vise à rapprocher autant que possible les lieux de production et de consommation, on peut envisager notamment

De mettre en place des mécanismes de prélèvement sur les importations.

De pratiquer le coût réel des transports au lieu de laisser la plus grande partie de ce coût au compte de la collectivité

De corriger les règles de la PAC, comme nous le demandent notamment les pays du Sud afin d'éviter le dumping aux exportations.

L'appel à la relocalisation rouvre l'espace de la pensée. Il permet me semble-t-il de mieux appréhender les conséquences sociales, culturelles et politiques qu'immanquablement le changement de paradigme auquel nous sommes conviés produira. Culturellement, cet appel est porteur car il indique clairement là où nous pouvons et devons agir. Il nous met en situation de choix là où la poursuite de nos modes de pensées actuels nous mène à l'impasse.

La relocalisation rouvre ainsi le champ de l'action publique et collective Beaucoup des points que j'ai examinés sont accessibles au moins en partie par une action citoyenne volontaire dès maintenant. Bien sûr les choix politiques réalisés majoritairement aujourd'hui empêchent, freinent souvent, le déploiement de la relocalisation. Néanmoins même aujourd'hui nous ne sommes pas démunis de capacité d'action, d'intervention sur le réel. Lorsqu'on y regarde de près on se rend compte ainsi par exemple que la relocalisation est assez rapidement concrétisable dans 5 secteurs très importants pour la qualité de notre vie :

- L'agriculture et l'alimentation ;
- L'habitat ;
- La production énergétique et le soutien aux économies d'énergie ;
- Le transport ;

- La valorisation des ressources locales renouvelables.

3. Pratiquer pleinement la solidarité

La solidarité est censée se concrétiser aujourd'hui à travers des institutions et des mécanismes de plus en plus complexes dont le fonctionnement et le financement sont fondés sur la logique de croissance économique. On voit que sous la pression des contraintes liées à la volonté de libéralisation généralisée, elle est actuellement tributaire de moyens budgétaires de plus en plus étriqués. On voit encore que faute de pouvoir intervenir dans l'espace sociétal, les institutions sociales sont de plus en plus amenées à s'immiscer dans l'espace privé pour assurer la participation productive de chacun d'entre nous. Les contrôles sociaux augmentent mais pas les emplois du moins pas les emplois de qualité. Pourtant on veut prolonger la durée de la vie active, entendue comme vie à l'emploi. C'est qu'on ne voit pas notamment comment on pourra financer les pensions. Tout ceci indique que notre système est à bout de souffle et qu'il risque de s'effondrer. Ce qui ne nous étonne guère nous les OC tant on a cherché à repousser les limites du réel.

Nous devons donc d'urgence établir les paramètres qui assurent une pratique pleine et entière de la solidarité.

Diminuer l'empreinte écologique () dans les pays industrialisés est sans doute la première et la meilleure manière d'assurer la solidarité tant avec les générations futures qu'avec ceux qui vivent aujourd'hui, souvent dans des conditions précaires, dans les pays pauvres. Cet objectif implique que nous sortions du consumérisme et donc que nous ne lions plus notre avenir au productivisme, en d'autre terme que nous ne réclamions plus l'emploi pour l'emploi et le pouvoir d'achat pour le pouvoir d'achat mais que nous obtenions la réorientation de plusieurs paramètres constitutifs de notre sécurité sociale et de nouvelles conquêtes sociales.

Aujourd'hui, trop de fonctions essentielles pour chacun de nous dépendent de l'emploi

- C'est lui qui assure pour la plupart d'entre-nous l'accès à un revenu

- C'est lui qui nous confère un statut dans la société

- C'est lui encore qui ouvre pour nous et nos proches l'accès à la sécurité sociale

- Parfois même, car il semble que ce soit de plus en plus rare tant nous voyons de moins en moins la finalité de ce que nous faisons, il nous offre la possibilité de nous épanouir.

Je pense donc avec d'autres que nous ne devrions pas confier à l'emploi la réalisation de toutes ces fonctions mais que nous devrions les assurer par de nouvelles conquêtes sociales parmi lesquelles l'accès à un revenu inconditionnel d'existence et la réduction du temps de travail.

La réduction du temps de travail (RTT) était au cœur des discussions politiques lors de la campagne législative en 1999. En 1999, il n'existait pour ainsi dire aucun débat politique où ce thème n'était pas abordé. Elle apparaissait comme de l'ordre du possible. La France n'a-t-elle pas fait d'ailleurs un petit pas en avant avec ses 35 heures ?

Aujourd'hui, notre imaginaire a été un peu plus colonisé. Ce qu'on nous propose, sans que cela ne semble émouvoir outre mesure, c'est le plus souvent une augmentation du temps de travail (sur la semaine et la carrière) et plus de flexibilité. Les emplois précaires se multiplient et c'est le plus souvent à la baisse que les travailleurs doivent revoir leurs prérogatives. Les gains de productivité ont été bien réels, mais ils ont essentiellement servi à augmenter la production ou ont été réinvestis dans la finance. Ils n'ont amené ni la RTT, ni la fin de la pauvreté.

Pour les OC la RTT est non seulement utile mais encore elle est souhaitable. Je veux dire par là que la RTT ne doit pas servir uniquement à rendre l'emploi accessible à un plus grand nombre. Elle doit nous permettre de nous libérer d'une société quasi entièrement dévolue au travail afin de nous permettre d'exercer plus à fond l'ensemble de ce qui constitue notre humanité et citoyenneté.

Le financement de ces opérations (RTT et revenu inconditionnel d'existence) pourrait être établi par un corolaire social à fixer, à savoir un Revenu maximum au-delà duquel tout est ponctionné au profit de la collectivité. Ce n'est donc pas tant une impossibilité technique ou matérielle qui empêche sa réalisation qu'un choix politique.

Recréer une nouvelle solidarité passe encore par des initiatives concrètes permettant à chacun de vivre dans la dignité et le respect des droits fondamentaux. A cet égard, la mise à disposition d'habitations de qualité à loyer réduit ou encore l'accès à bon compte des ressources indispensables, comme l'énergie et l'eau potable, pour couvrir les besoins de base doivent être les composants majeurs d'une politique sociale. Il est quand même paradoxal de voir que dans nos sociétés plus on consomme, moins cela coûte puisqu'on peut négocier les prix lorsque tout simplement ce n'est pas déjà prévu dans la structure du prix. C'est évidemment l'inverse qu'il faut faire. Ce qu'il faut, c'est assurer la gratuité ou la quasi gratuité des ressources nécessaires à la satisfaction des besoins de base en en faisant par exemple une des composantes du revenu inconditionnel d'existence et imposer de plus en plus ce qui va au-delà. La gratuité, ou quasi gratuité ne veut pas dire naturellement qu'il n'y a pas de coût mais bien que ce coût est collectivisé et donc décidé à l'occasion d'un débat démocratique.

Pour réaliser tout cela nous devons très probablement mettre en œuvre des services publics locaux inconnus aujourd'hui un peu sur le modèle des Commons dans le temps à même de favoriser la mise en place d'une autoproduction communale coopérative. A cet égard, il est plus que probable que nous devons nous réapproprier la possibilité d'user de monnaie régionale non capitalisable et donc « fondante ». Mais ceci est un autre débat, je n'y rentrerai donc pas aujourd'hui même si je vous invite à explorer de près cette question.

4. vivre autrement/reprendre sa vie en main

Une des conséquences les plus importantes, quoique peu évoquée, de la mondialisation en cours est le développement d'une monoculture consumériste où la communication a lieu par le biais d'un sabir techno-anglais envahissant et où le marché est dominé par des produits standardisés émanant de quelques multinationales.

Combattre ce processus passe par une politique volontariste de revitalisation voire de régénérescence des cultures populaires. Il ne s'agit pas de se complaire dans la vénération passéiste des traditions et des anciennes pratiques, mais bien de mettre en œuvre une nouvelle modernité enracinée dans la connaissance du passé et débarrassée de ses préjugés industrialistes. Ceci n'implique en aucune manière un repli frileux sur le terroir mais une ouverture sur le monde décomplexée et soucieuse d'enrichissement culturel notamment par l'apport des concitoyens d'origine étrangère.

Il est évident que dans ce cadre, l'agression publicitaire doit être jugulée au maximum sur tout le territoire et l'espace rendu aux initiatives citoyennes.

5. Le devoir d'inventaire et la mise en place de nouveaux indicateurs

Comme nous l'avons vu, nous avons tout à gagner à examiner d'un peu plus près les services et produits qui composent notre croissance. Nous avons donc besoin de nouveaux indicateurs à même de peser sur les décisions aussi fort si pas plus fortement que ce que pèsent aujourd'hui les points de croissance. La croissance, c'est uniquement la progression du PIB, c'est-à-dire la progression de toutes les productions de biens et de services qui se vendent. Peu importe que ces biens et services soient utiles, pertinents, adaptés, simples, réutilisables, ... ou qu'ils viennent encombrer nos poubelles, nous pousser à plus de consommation encore ou détricoter les services publics. Au contraire. On peut dire que plus nos poubelles débordent, plus nos services publics sont démantelés, plus la croissance fonctionne même si c'est de manière aberrante.

Ainsi par exemple :

- Le plancton végétal a décliné au cours du siècle dernier, probablement à cause du réchauffement climatique, menaçant l'ensemble de la chaîne alimentaire dans les océans du globe, indique une étude publiée récemment dans la revue Nature
- Une paire de lunette est construite aujourd'hui pour durer 2 ans. Nous sommes ainsi contraints de la renouveler régulièrement.
- C'est la même chose avec la plupart de nos électroménagers qui sont d'ailleurs de moins en moins réparables.
- Pire même, nous vivons dans le gaspillage généralisé. « En Italie, 15 % de la viande et 10 % du pain et des pâtes finissent à la poubelle, ce qui représente pour le pain 1400 tonnes par jour et 5 millions de tonnes par an, pour les pâtes, 1,5 million de tonnes. () ». Ceci est non seulement stupide mais indigne d'une société qui se dit évoluée et qui se targue souvent de faire la morale aux pays du Sud.

6. Il nous faut donc réhabiliter le débat démocratique

Passer à une société postcroissanciste, c'est aussi et peut-être avant tout la destitution de l'économie comme valeur dominante. L'économie doit retrouver sa véritable fonction, c'est-à-dire un moyen au service du bien-être des citoyens. Pour ce faire, il faut que les citoyens puissent peser sur les choix et, mieux encore, être parties prenantes aux projets eux-mêmes.

Le changement de civilisation que nous devons opérer passe donc largement par la revitalisation du politique. Et cette revitalisation, c'est à nous de la faire d'autant que les nouveaux outils ou services publics à créer nécessiteront une plus grande participation citoyenne. C'est pourquoi aussi la RTT est si importante.

Force est en effet de constater aujourd'hui que la démocratie se réduit trop souvent au rituel électoral et à des joutes sans intérêts entre familles politiques dont le principal souci est de satisfaire leur clientèle. De plus en plus, le paraître l'emporte, voire se substitue au faire. Les décisions à prendre portent par ailleurs le plus souvent sur l'application de politiques décidées à un niveau supérieur. Le fonctionnement autoritaire et centralisé des partis, transformés en bureaucraties sans autre projet que celui de subsister, contribue largement à vider de son sens profond le concept même de démocratie et à éloigner le citoyen de la chose publique.

Une reprise en main par les citoyens des services publics locaux est indispensable pour aller vers plus d'égalité et éviter les dérives bureaucratiques et environnementales. La maîtrise de ces services doit rester au niveau local et en dehors de la compétition commerciale afin qu'à côté des 4

principes traditionnels (égalité d'accès, égalité de traitement, continuité du service et obligation de fourniture) soient intégrées les dimensions d'intérêt général, de long terme, de préservation de l'environnement, et de solidarité intergénérationnelle et interplanétaire.

Conclusions :

Dès lors que les activités économiques sont fondées sur l'utilisation et la transformation de ressources finies sur une planète finie et que, parallèlement, chaque acteur, chaque pays a comme objectif de croître, il va de soi que la compétition pour l'accès aux ressources comme pour l'accès aux marchés, fera des gagnants et des perdants et négligera les biens, les pratiques sociales et les ressources dépourvus de valeurs marchandes ou qui font obstacle à l'expansion du marché. Il est donc parfaitement hypocrite de faire croire que tout le monde peut être bénéficiaire d'un système de croissance basé sur l'esprit de conquête, la compétition et la marchandisation du monde.

Les avertissements lancés depuis trente ans sur les dommages à long terme pour l'environnement planétaire d'une économie non soutenable et sur les risques potentiels de certaines technologies (nucléaire, OGM,...) sont maintenant dépassés par l'émergence de nouveaux risques (nanotechnologies, bioterrorisme, forage off-shore,...) et le constat de ce que des dégâts écologiques, sociaux et humains sont déjà bien présents à ce jour.

Un changement de paradigme s'impose donc à nous.

Sauf à supposer que la question sociale comme la question démocratique importe peu, le changement ne se fera pas en laissant faire le marché. Il ne faudra pas moins d'Etat mais plus et mieux d'Etat articulé sur un nouveau contrat social qui tient compte des limites de la planète. Autrement, l'espace démocratique risque de se rétrécir devant les faits. Les mesures à prendre, c'est sous la contrainte qu'on risque de les imposer.

Nous devons mettre en œuvre dès à présent tous les mécanismes pour amorcer la grande mutation économique de l'ère du pétrole vers celle du solaire, de la mondialisation vers la localisation, du modèle thermo industriel vers l'autonomie, de la compétitivité et de la centralité de l'emploi vers la solidarité, la convivialité et la coopération. Nous devons faire émerger un nouveau contrat social qui nous permette de sortir du consumérisme et de pratiquer une solidarité élargie. Mais nous ne sommes pas dans l'attente car nous savons que nous sommes capables d'entamer le chemin dès aujourd'hui.

Michèle Gilkinet jeudi 29 juillet 2010